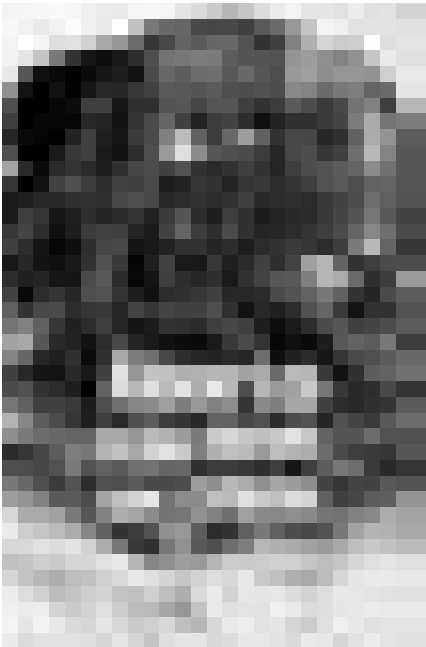


AVORTEMENT

# Sous les eaux calmes ...

Depuis son dépôt, l'on n'entend guère parler de la proposition de loi de Lydie Err sur l'avortement. Malgré ce silence, les parlementaires prennent l'initiative au sérieux.



*"L'avortement ne doit plus être un crime". Ceci est une des multiples affiches en faveur de la dépénalisation de l'avortement à l'occasion du référendum du 11 février au Portugal. (photo: internet)*

Le référendum au sujet de l'avortement qui a eu lieu au Portugal au mois de février a fait tomber un bastion supplémentaire. Ainsi, le Luxembourg a l'embarrassant privilège de se retrouver en queue de peloton aux côtés de pays aussi conservateurs en la matière que Malte, l'Irlande ou la Pologne. Malte interdit purement et simplement l'avortement. L'Irlande fait preuve d'un peu plus de charité chrétienne en le permettant aux femmes en danger de mort et le gouvernement polonais, aux relents homophobes et antisémites, n'est pas encore allé au-delà des quelques dérogations en cas de viol ou d'indication médicale.

La loi luxembourgeoise date pour sa part de 1978, et fut adoptée sous la législature socialo-libérale. Le CSV, alors sur les bancs de l'opposition, n'avait pas pu empêcher quelques progrès en la matière, autorisant l'avortement pour les femmes bénéficiant d'une indication sociale et/ou médicale. Cette loi est désormais loin derrière celles de nos voisins: la Belgique, les Pays-Bas, la France et l'Allemagne ont tous légalisé l'interruption volontaire de grossesse sur demande, c'est-à-dire sans l'accord d'un tiers, comme par exemple le médecin traitant.

Depuis lors, aucun partenaire de coalition du CSV, qu'il soit libéral ou socialiste, n'a réussi à intégrer des réformes dans les programmes de gouvernement. Et le dernier accord CSV-LSAP de 2004 ne fait pas exception. Dans un entretien accordé dans l'édition du "Jeudi" du 3 février 2005, le ministre de la santé, Mars di Bartolomeo, interrogé au sujet de la loi de 1978, se rendait encore à l'évidence que "pour l'instant, il n'existe pas de majorité politique pour changer cette loi et rien n'est prévu à ce sujet dans l'accord gouvernemental".

C'était peut-être sans compter avec la symbolique: un mois avant la journée internationale de la femme le 8 mars, le Portugal si catholique dit oui à la dépénalisation de l'avortement. C'est surtout cet évènement qui a définitivement convaincu la députée socialiste Lydie Err (voir woxx 893) de déposer sa proposition de loi "relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de grossesse".

Il était en effet temps d'agir: dans un rapport de l'année 2001, l'inspection de la santé néerlandaise comptabilise 1.334 femmes vivant au Luxembourg qui ont avorté aux Pays-Bas au cours de cette même année. Pourtant, un bon nombre d'avortements "sur demande" sont pratiqués au Luxembourg (donc en marge de la légalité), et ce sont les femmes bénéficiant de bonnes relations ou capables d'"arrangements" pécuniers qui en profitent. L'avortement est alors notifié comme simple "curetage".

## Injuste et anachronique

Ces problèmes sont connus depuis longtemps. Récemment, dans la tribune libre du "Lëtzebuurger Land" du 13 avril, le président du LSAP Alex Bodry revenait à la charge: "Hier sollte, wie in den meisten europäischen Ländern, eine Fristenlösung ins Gesetz eingeschrieben werden. Die heutige strikte Indikationslösung ist in dieser Form unhaltbar."

Les socialistes semblent donc n'éprouver aucun problème à soutenir la proposition de loi de Lydie Err. Pourtant, cette initiative n'a pas vraiment déclenché une vague de réactions: même les organisations féministes n'ont pas pris la parole pour soutenir une des revendications phares de leur mouvement. Quant au Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL), il ne s'est pas encore saisi de la question. La prochaine réunion de son conseil d'administration aura lieu le mois prochain et il ne s'est pas réuni depuis le dépôt de la proposition. Anik Raskin du CNFL, doute d'ailleurs que la confédération puisse rapidement trancher.

La Jeunesse démocrate et libérale (JDL) a moins traîné des pieds. Dans un communiqué de presse du 6 avril, elle "félicite Madame Err pour sa proposition de loi". Les aînés vont dans la même direction. Le député du DP Alexandre Krieps, médecin et fils du ministre libéral de la santé Emile Krieps à l'origine de la loi de 1978, se dit "en principe d'accord" avec la proposition de Lydie Err. Après tout, son groupe avait introduit une demande de débat d'orientation à la Chambre trois jours avant le dépôt de la proposition de loi. D'après lui, sa fraction n'éprouvera aucune diffi-

culté à voter en faveur du texte, à condition que certains aménagements y soient apportés, qualifiant la mouture actuelle de "trop bureaucratique et hypocrite". Il se dit par exemple opposé à l'obligation de consultation psychologique pré-abortive, estimant que la décision n'appartient à nulle autre qu'à la femme. C'est l'article 16 de la proposition de loi qui évoque la "femme mineure non émancipée", qui lui pose problème. Il juge l'obligation de consultation pour cette catégorie de femme "discriminatoire". Alexandre Krieps exige également que les IVG puissent se pratiquer dans les hôpitaux privés conventionnés. Ce que prévoit de toute façon le texte de Lydie Err.

## Le CSV se tâte

D'un point de vue arithmétique, une coalition parlementaire ad hoc rose-bleue-verte disposerait de 31 sièges sur 60, donc d'une courte majorité. Reste à connaître le positionnement du partenaire senior du LSAP dans la coalition, le CSV. Si jusqu'à présent le grand parti conservateur s'est toujours montré très opposé à un aménagement du droit à l'avortement, il semble que les choses bougent. Ce qui explique peut-être le silence de cathédrale qu'il observe depuis le dépôt de la proposition. En fait, le sujet est à l'ordre du jour de la fraction mardi prochain. En plus, le parti organisera un forum avant l'été, portant sur les questions sociétales.

Contactée par le woxx, la vice-présidente de la commission parlementaire de la santé, la chrétienne-sociale Martine Stein-Mergen, se dit personnellement en faveur d'une réforme: "Je suis médecin et je constate qu'au Luxembourg, il y a un fossé entre la pratique et la théorie. Nous ne pouvons pas nous permettre de passer à côté d'une solution en faveur de l'avortement sur demande. Même si moi-même, je serais incapable d'en pratiquer." Et de ne pas écarter la possibilité de libérer les députés d'un vote bloqué. Stein-Mergen indique que son parti est fortement divisé sur la question, mais qu'elle n'est pas la seule députée CSV à approuver la démarche de Lydie Err. En effet. Sa collègue de parti, Nancy Kemp-Arendt, également membre de la commission de la santé, se dit "d'accord à 100 pour cent avec Martine". "Les femmes ne doivent pas oublier qu'elles disposent d'un grand nombre de moyens de contraception. Il ne faudrait pas qu'une libéralisation de la loi mène à une systématisation de l'avortement. Mais la femme a aussi le droit de décider pour elle-même", explique-t-elle. Confirmant la division de son parti à ce sujet et concédant que le CSV "a tendance à être un peu plus lent sur les questions sociétales", elle qualifie son positionnement de "progressiste" sur cette question et estime que son parti devrait bouger. Reste au ministre compétent, Mars di Bartolomeo, de saisir cette chance historique de soutenir la proposition de loi de sa collègue de parti. Une manière de s'émanciper des plus conservateurs, qui sont minoritaires. Et d'émanciper les femmes, majoritaires, elles.

David Wagner

## Grüne Revoluzzer, schwarze Moralisten

Am Mittwoch stellte die Partei "Déi Gréng" ihre Vorschläge zum Klimaschutz vor. Um raus aus der fossilien Energiewirtschaft zu kommen, benötige Luxemburg "eine neue gesellschaftliche und industrielle Revolution". Die Grünen führten eine Ilres-Umfrage an, laut der 82 Prozent der Befragten eine ökologische Steuerreform befürworten. Die Aussagekraft dieser Zahl ist allerdings zweifelhaft. In einer kürzlich vom Umweltministerium vorgestellten Umfrage sprachen sich nur 26 Prozent zu Gunsten von Maßnahmen aus, die das Benzin verteuern würden - letzteres aber wäre eine unausweichliche Konsequenz jeder ökologischen Steuerreform. Schließlich forderte die grüne Partei einen Klima-Dösch mit Regierung, Sozialpartnern, Parteien und Zivilgesellschaft. Tags drauf sprach sich auch die CSV für nationale Einheit aus: "Klimawandel huet keng Parteikaart". Es müsse dringend gehandelt werden, denn es sei "nicht fünf vor zwölf, sondern bereits halb eins". Allerdings sehen die Christlich-Sozialen die Handlungsspielräume weniger auf politischer Ebene als bei den Akteuren. Staat, Gemeinden und Betrieben wurde ins Gewissen geredet ... und all jenen Bürgerinnen und Bürgern, die noch immer keinen Nova-Naturstrom beziehen.

## Dérogation à la citoyenneté

Les dirigeant-e-s luxembourgeois-e-s sont hyper-européen-ne-s ... quand ça les arrange. C'est ce que l'on peut retenir de la conférence de presse de mardi dernier, organisée par l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (Asti) et les organisations représentant les communautés portugaise, capverdienne et espagnole. En effet, le traité de Maastricht, signé en 1992, a inauguré la "communauté de citoyens" dans ce qui n'était alors qu'une communauté économique. Dans cette logique, l'article 5 de la directive 94/80/CE, adoptée par le Conseil européen en 1994, permet aux Etats membres d'ouvrir les fonctions exécutives des collectivités locales (bourgmestre ou échevin) aux citoyens d'autres Etats membres. Mais l'article 12 de cette même directive contient une dérogation faite sur mesure pour le Luxembourg. Le gouvernement CSV-LSAP d'alors y avait négocié une exception pour les Etats dont la proportion de non-nationaux dépasserait les 20 pour cent de l'ensemble des citoyens de l'Union résidents et en âge de voter. Et l'article 3 de la directive donne aux Européens non luxembourgeois l'accès au droit de vote dans les mêmes conditions qu'aux nationaux. Or, le Luxembourg, pays d'immigration par excellence, leur impose toujours un délai de résidence de cinq ans. Est-ce vraiment dans l'esprit de la directive?

## Gedicht für eine tote Taube

Während meine Finger über die Tasten flogen,  
wehte der Wind eine Feder zu mir her.  
Sie landete auf dem Buchstaben "T",  
"T" wie tot - warst du ja schließlich auch.

Den Kopf bereits krumm gebogen,  
in deinen Augen - keine Wiederkehr.  
Die Stange in deinem Hals tat dir nicht weh,  
die Flöhe hüpfen nun frei auf deinem Bauch.

Mögest du in Frieden ruhen.  
Und dass ein solcher dich nie findet,  
dessen kannst du dir sicher sein.  
Tief unten in der grünen Biotonne,  
Kommt kein Luc dich holen.  
Brauchst auch keine Papiere,  
denn die liegen über dir.  
Wirst du wiederkehren?  
Als Hundefutter oder Kompost?  
Als Deckel auf dem Apfelmöst?  
Wenn, dann gib uns ein Zeichen,

und sei es nur ein  
leises Gurren,  
das im  
Computergebrumme  
untergeht ...

